



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE

Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr

www.lboexperts.fr

ASSOCIATION CLV RHONE ALPES
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
9 rue du Colombier
38160 SAINT MARCELLIN

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



ASSOCIATION CLV RHONE ALPES

**Siège social : 9 rue du Colombier
38160 SAINT MARCELLIN**

70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2023**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CLV RHONE ALPES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CLV RHONE ALPES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE

Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr

www.lboexperts.fr

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nos travaux ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les subventions, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE

Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr

www.lboexperts.fr

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association CLV RHONE ALPES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association CLV RHONE ALPES ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE

Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr

www.lboexperts.fr

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Grenoble, le 2 mai 2024

Pour la société LBO AUDIT SARL

Commissaire aux comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'E. Ortuno', with a blue checkmark above it.

Emmanuelle ORTUNO

Commissaire aux comptes

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	2 258	2 258	0	273
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	50 783	12 143	38 640	8 347
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	153		153	153
Prêts				
Autres immobilisations financières	180		180	180
Total I	53 373	14 401	38 972	8 952
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adhé., usagers et cpt. Rattachés	81 577	2 908	78 669	71 534
Autres créances	135 088		135 088	98 812
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	26 927		26 927	95 860
Charges constatées d'avance	5 535		5 535	4 324
Total II	249 127	2 908	246 220	270 530
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	302 501	17 309	285 192	279 482
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autre		
Report à nouveau	(125 255)	(168 045)
Excédent ou déficit de l'exercice	10 879	42 790
Situation nette (sous total)	(114 377)	(125 255)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	(114 377)	(125 255)
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	15 394	14 786
Total III	15 394	14 786
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	300	
Emprunts et dettes financières divers	149 769	172 969
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	4 511	19 136
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 691	40 915
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	74 454	54 705
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 356	6 658
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	26 093	95 568
Total IV	384 174	389 952
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	285 192	279 482

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	15 786	15 890
Ventes de biens et services		
Vente de biens	276	2 600
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	612 385	647 145
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	559 074	403 402
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	8 598	15 653
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	2 449	20 337
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	375	5 631
Total (I)	1 198 943	1 110 657
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	2	1
Autres intérêts et produits assimilés	257	866
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	259	867
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		11 160
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)		11 160
Total des produits (I+II+III)	1 199 202	1 122 684
Solde débiteur = Déficit		
Total général	1 199 202	1 122 684
Achats de marchandises	41 813	29 211
Variation de stocks		600
Autres achats et charges externes	695 347	635 267
Aides financières		4 300
Impôts, taxes et versements assimilés	7 481	8 903
Salaires et traitements	340 860	296 853
Charges sociales	87 401	82 108
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 510	4 572
Dotations aux provisions	608	

Report en fonds dédiés		
Autres charges	7 303	8 785
Total (I)	1 188 322	1 070 600
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		102
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		9192
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)		9 294
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	1 188 323	1 079 894
Solde créditeur = Excédent	(10 879)	(42 790)
Total général	1 199 202	1 122 684

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 426	2 400
Bénévolat	21 387	24 434
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	23 813	26 834
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	2 426	2 400
Prestations en nature		
Personnel bénévole	21 387	24 434
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	23 813	26 834

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	(168 045)	42 790			(125 255)
Excédent ou déficit de l'exercice	42 790	(42 790)	10 879		10 879
Situation nette	(125 255)		10 879		(114 377)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL			10 879		(114 377)

EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	2 426
Prestations en nature	
Personnel bénévole	21 387
TOTAL	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	21 387
Prestations en nature	2 426
Dons en nature	
TOTAL	

Méthodes de valorisation des contributions volontaires en nature :Mise à disposition de locaux :

2 bureaux loués et 1 mis à disposition du 01/01/2023 au 30/10/2023.

3 bureaux loués et 1 mis à disposition du 01/11/2023 au 31/12/2024.

= 2426 €

Bénévolat :

VALORISATION DU BENEVOLAT 2023				
PERIODE	ACTION	NB HEURES	SMIC AU 01/01/23	SMIC AU 01/05/23
			11,27	11,52
FEVRIER	CHANTIER SOLIDAIRE	200	200	
AVRIL	CHANTIER SOLIDAIRE	200	200	
JUILLET	CHANTIER SOLIDAIRE ANIMATION	200		200
	CHANTIER SOLIDAIRE PALAIS	200		200
TOUSSAINT	CHANTIER SOLIDAIRE	200		200
ANNUEL	PROJET MOBILITE EUROPEENNE	40		40
	MECENAT DE COMPETENCES / PEP'S COMM	96	32	64
	PROJET METHANISATION	336	112	228
	MISE A JOUR SITE INTERNET	21		21
	TOTAL HEURES	1493	544	953
	MONTANT	17 109,44	6 130,88	10 978,56
	CHARGES 25 %	4 277,36		
	TOTAL	21 386,80		

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens	5	
Employés	2	
Ouvriers	1	
Apprentis		
TOTAL	9	

L' ASSOCIATION CLV RHONE-ALPES

Démarches éducatives mises en œuvre :

L'association CLV (Culture Loisirs Vacances) Rhône-Alpes inscrit son action dans le cadre des principes et des valeurs de la Laïcité et d'Éducation Populaire mais également dans une démarche de développement durable. Elle souhaite en complément de l'École, de la famille, ... amener les enfants, les jeunes et les adultes à être des Eco-citoyens locaux, européens et du monde : des citoyens responsables, solidaires et soucieux de vivre en harmonie avec le milieu environnant et les Autres que ce soit à l'échelle locale ou de la planète. Cela passe par :

- ☐ Respecter les identités, les cultures, et favoriser la mixité sociale, en valorisant les spécificités de chacun, en utilisant les différences comme source de richesse, ... pour faire de chaque action des expériences positives de « vivre-ensemble ».

- ☐ S'inscrire dans une démarche d'éducation à l'environnement et de développement durable : « connaître pour mieux comprendre et mieux respecter, mieux préserver... »

- ☐ Respecter au maximum les rythmes de vie et capacités de chacun, par une adaptation de l'organisation

- ☐ Par ailleurs, fidèles à la volonté de lutter contre toute forme de discrimination et de rendre accessibles les actions à TOUS, l'association engage un travail spécifique en direction des enfants, jeunes, adultes en situation de handicaps et/ou à besoins spécifiques, ...

Ses secteurs d'activités sont :

- L'organisation de séjours enfants et adolescents pendant toutes les périodes de vacances scolaires.

- La mise en place d'actions d'animation et de prévention en direction des enfants et des jeunes sur la commune de Saint Marcellin (travail sur le quartier « Politique de la Ville » où l'association est implantée) et l'implication dans plusieurs projets intercommunaux en direction des jeunes.

- L'organisation de séjours scolaires et l'accompagnement de projets jeunes (16/25 ans)

- L'animation de PRHEJI (Pôle Ressource Handicap Enfance Jeunesse du département de l'Isère), ayant pour objectif de faciliter l'accueil des enfants et jeunes en situation de handicaps au sein des structures péri-scolaires et de loisirs, et en séjours de vacances.

- La participation à des projets solidaires de développement et de coopération internationale avec l'Allemagne et la Roumanie depuis 2007, le Burkina Faso depuis 2009 et le Cameroun depuis 2011 mais également, des projets de mobilité et des échanges avec différents pays européens dans le cadre du programme européen «Erasmus+» et de l'OFAJ.

Une équipe de professionnels :

Une équipe permanente de 8 salariés et 1 apprenti, un pool de 10 services civiques (1 sur l'accompagnement des projets solidaires de jeunes, 1 sur le pôle ressource handicap et 8 mis à disposition d'accueil de loisirs du département), 318 emplois saisonniers en 2023.

Agréments :

CLV est agréée association d'éducation Populaire, organisme de formation, organisateur de séjours vacances et dans le cadre du service civique.

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code du Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N° 2018 -06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus / sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	Sans objet
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	3 à 5 ans
Matériels et outillage industriels	3 ans
Mobilier	5 ans

b) Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

c) Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

d) Provisions réglementées

Il a notamment été constitué, au cours de l'exercice, une provision de 14 786 € destinée à couvrir le risque lié au cout des départs en retraite des salariés permanents de l'association.

et déterminée selon

Hypothèses :

- ☑ Table de mortalité : INSEE 2022
- Taux d'actualisation : 3.20%
- Taux de charges des cadres : 35%
- Taux de charges des non-cadres : 25%
- Turn-over faible
- Revalorisation des salaires : Profil 1%
- Age de départ : 60-67 ans
- 100% départs volontaire
- Convention collective : Animation

La contrepartie des provisions règlementées est inscrite au compte de résultat dans les charges d'exploitation.

e) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

f) Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes ont été comptabilisés pour la somme de 4 886.40€

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 558
Dettes fiscales et sociales	24 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	53 705

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	5 274
- Autres créances	95 199
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	100 473

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 786	608		15 394
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	14 786	608		15 394

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	2 852	199	143	2 908
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	2 852	199	143	2 908
TOTAL GÉNÉRAL	17 638	807	143	18 302

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	180		180
Total de l'actif immobilisé	180		180
Clients douteux ou litigieux	2 908	2 908	
Autres créances clients	78 669	78 669	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	2 748	2 748	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 513	21 513	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	107 180	107 180	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	3 647	3 647	
Total de l'actif circulant	216 665	216 665	180
Charges constatées d'avance	5 535	5 535	
TOTAL	222 380	222 380	180

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	300	300		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	149 769	23 200	126 569	
Fournisseurs et comptes rattachés	109 691	109 691		
Personnel et comptes rattachés	26 536	26 536		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 499	28 499		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	19 419	19 419		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	19 336	19 336		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	26 093	26 093		
TOTAL	379 643	253 074	126 569	

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 258			2 258
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers	2 975			2 975
Matériel de transport		37 330		37 330
Matériel de bureau, informatique et mobilier	10 477			10 477
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	13 452	37 330		50 782
Participations				
Autres titres immobilisés	153			153
Prêts et autres immobilisations financières	180			180
Total des immobilisations financières	333			333
TOTAL	16 043	37 330		53 373

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	1 985	273		2 258
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers	75	595		670
Matériel de transport	0	4 110		4 110
Mat de bureau et informatique, mobilier	5 019	2 333		7 363
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	5 094	7 038		12 143
TOTAL	7 079	7 311		14 401

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
LIGAP ASSURANCES	5156	
EBP	379	
SUBVENTIONS 2024		26 093
TOTAL	5 535	26 093



ASSOCIATION CLV RHONE ALPES
Siège social : 9 rue du Colombier
38160 SAINT MARCELLIN

70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Madame, Monsieur,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Grenoble, le 2 mai 2024

Pour la société LBO AUDIT SARL
Commissaire aux comptes

Emmanuelle ORTUNO
Commissaire aux comptes